

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

I) Les opérations d'exploitation

La section d'exploitation présente pour l'année 2020 :

➤ Au titre du Budget Principal :

- Un total de titres émis de : 37 150 093,25 €
- Un total de mandats émis de : 35 401 375,81 €
- Soit un résultat de la section de : 1 748 717,44 €

- Des restes à réaliser en dépenses pour : 669 266,08 €
- Des restes à réaliser en recettes pour : 0,00 €

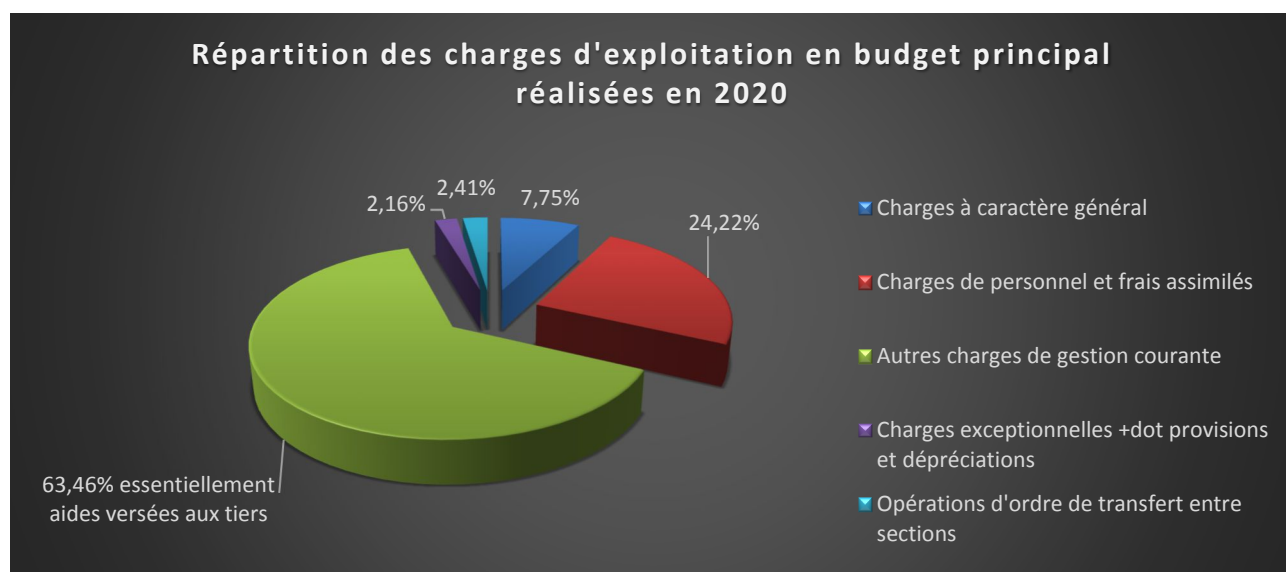
➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) :

- Un total de titres émis de : 18 550 738,48 €
- Un total de mandats émis de : 18 550 738,48 €
- D'où un résultat de la section de : 0,00 €

I.1) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Principal (Interventions et fonctionnement propre)

Le total mandaté des dépenses s'élève à environ 35,4 M€ soit un taux de réalisation global de 88,08 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 89,75 %.

Ces dépenses se répartissent comme suit :

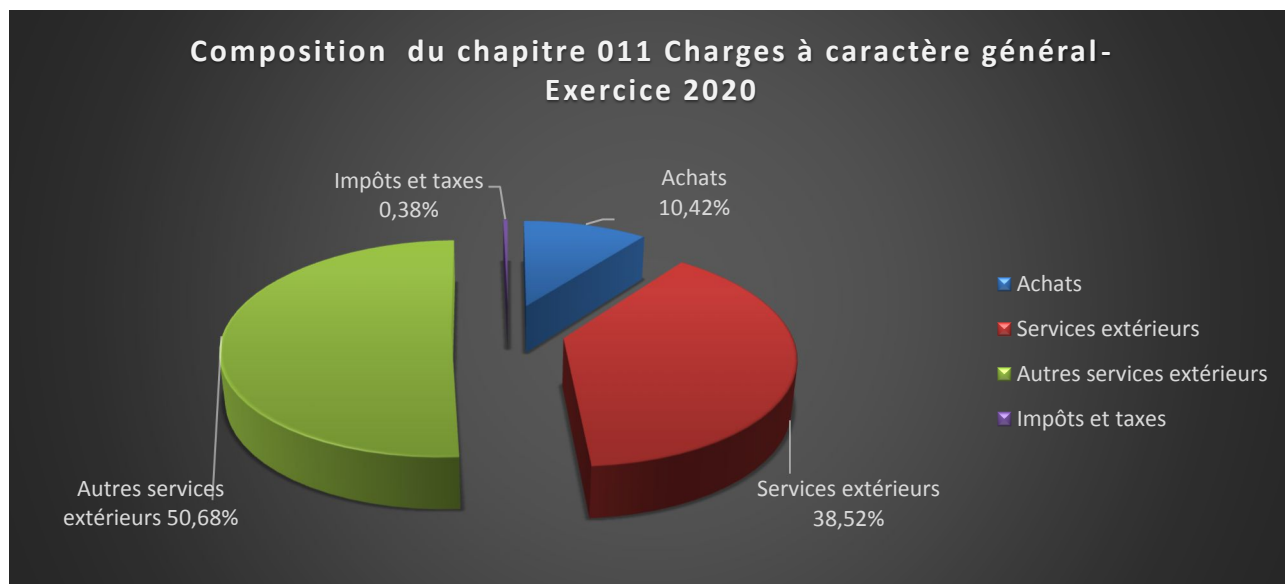


❖ Chapitre 011 - Les charges à caractère général : 2 743 360,23 €

Ce chapitre de dépenses s'affiche à 2 743 360,23 € contre 2 713 694,46 € en 2019. Les dépenses de ce chapitre enregistrent une hausse globale modérée de 1,09 % par rapport à l'exercice précédent.

Son taux de réalisation budgétaire au titre de l'exercice s'établit à 61,57 % des crédits inscrits et avec les restes à réaliser ce taux se hisse à 76,59 %.

Il se décompose comme ci-après :



• Comptes 60 - Achats : 285 852,83 €

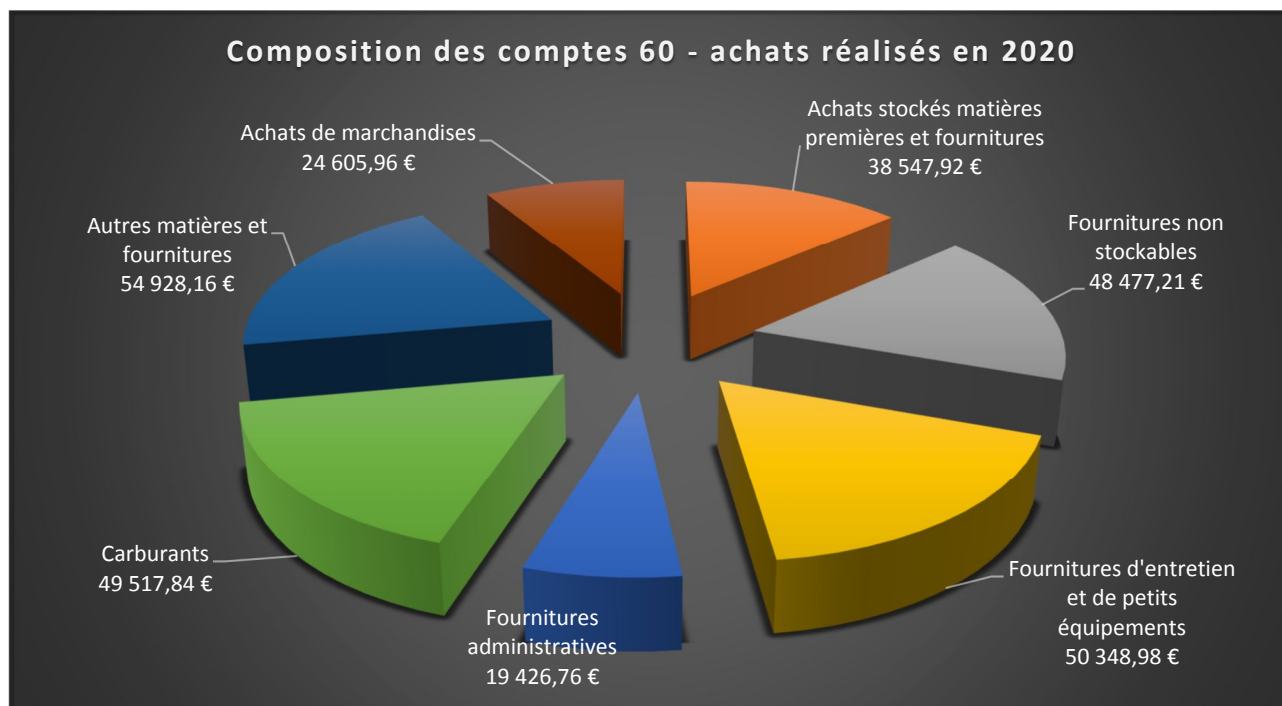
Les dépenses liées aux achats ont atteint 56,36 % des prévisions et en y ajoutant les restes à réaliser ce taux se fixe à 57,63 %.

On constate un accroissement de 37 759,29 € par rapport aux exécutions 2019. Cette variation s'explique principalement par :

- ✓ Une hausse des dépenses de fournitures diverses de 33 212,16 € liées aux achats de fournitures consommables de laboratoire, de masques et gels hydro alcooliques dans le cadre de l'application du protocole de protection des personnels de l'Office face au Covid-19.
- ✓ Une progression de 24 605,96 € afférente aux achats de marchandises liés à la mise en place d'une procédure exceptionnelle d'achat de viande d'agneaux et de cabris aux fins de revente, et susceptible de répondre aux difficultés de débouchés économiques subies par les filières ovine-caprine face à la crise sanitaire liée au Covid-19.
- ✓ Un décroissement de 19 083,88 € pour le poste « carburants et fluides » par rapport au contexte sanitaire liée au Covid-19 limitant notamment les déplacements des chargés de projets dans le cadre de leur mission de conseil et de développement.

Les autres dépenses ont décrué de 974,95 €.

Les comptes 60 - Achats se composent des éléments réalisés suivants :



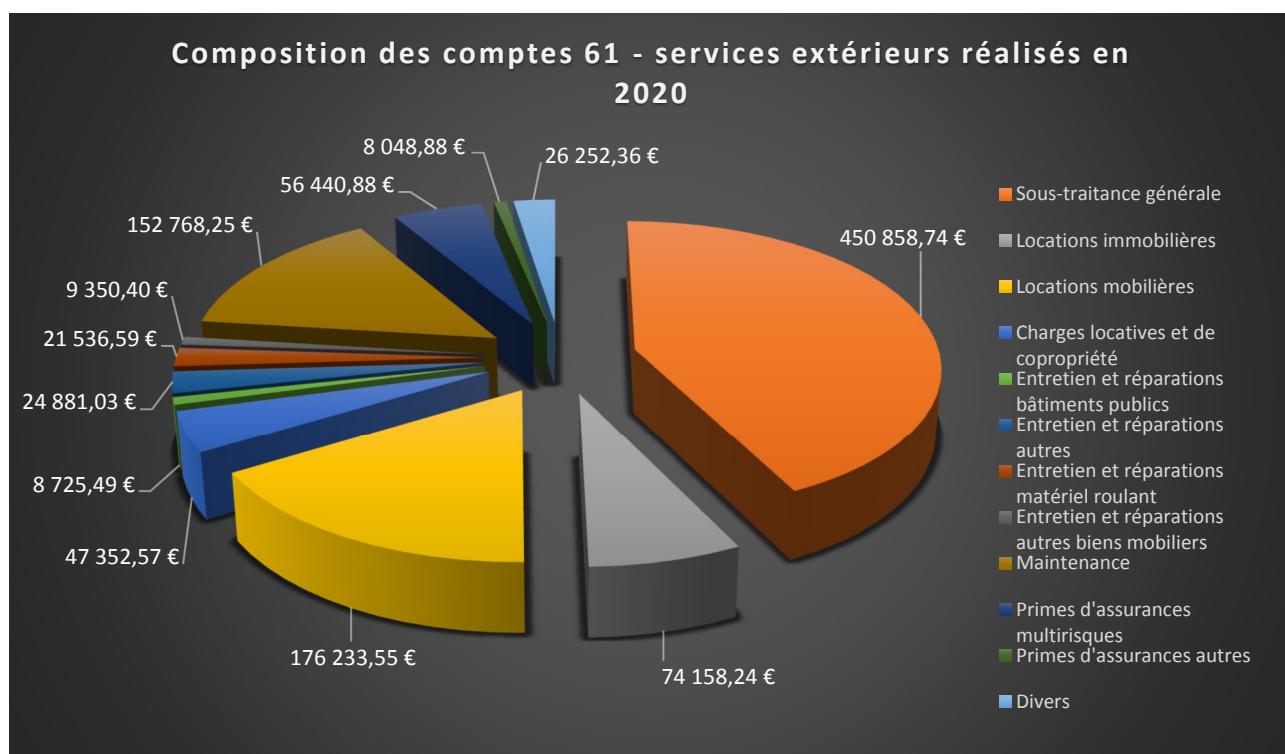
- **Comptes 61 - Services Extérieurs : 1 056 606,98 €**

Ce poste affiche une diminution de 6,63 % par rapport à l'exercice 2019, soit une baisse de 75 082,05 € en valeur, et son taux d'exécution au regard des opérations mandatées s'élève à 56,71 %. En y intégrant les restes à réaliser ce taux d'exécution atteint 90,03 % des prévisions budgétaires.

Ce constat s'explique principalement par la diminution de la réalisation d'opérations de sous-traitance liées notamment aux actions de promotion de l'agriculture corse (- 77 550,88 €), par la décrue du poste « divers » (- 16 012,73 €) se rapportant aux frais de colloques, de séminaires et de conférences et par l'augmentation du poste « maintenance » (+ 21 488,43 €) liée à des opérations informatiques obligatoires.

Ces postes expliquent à eux seuls environ 96% de la variation.

L'ensemble des dépenses des comptes 61 se décline comme suit :



On relèvera que les dépenses de sous-traitance générale, de locations mobilières et de primes d'assurance représentent en proportion 96 % des restes à réaliser issus du poste.

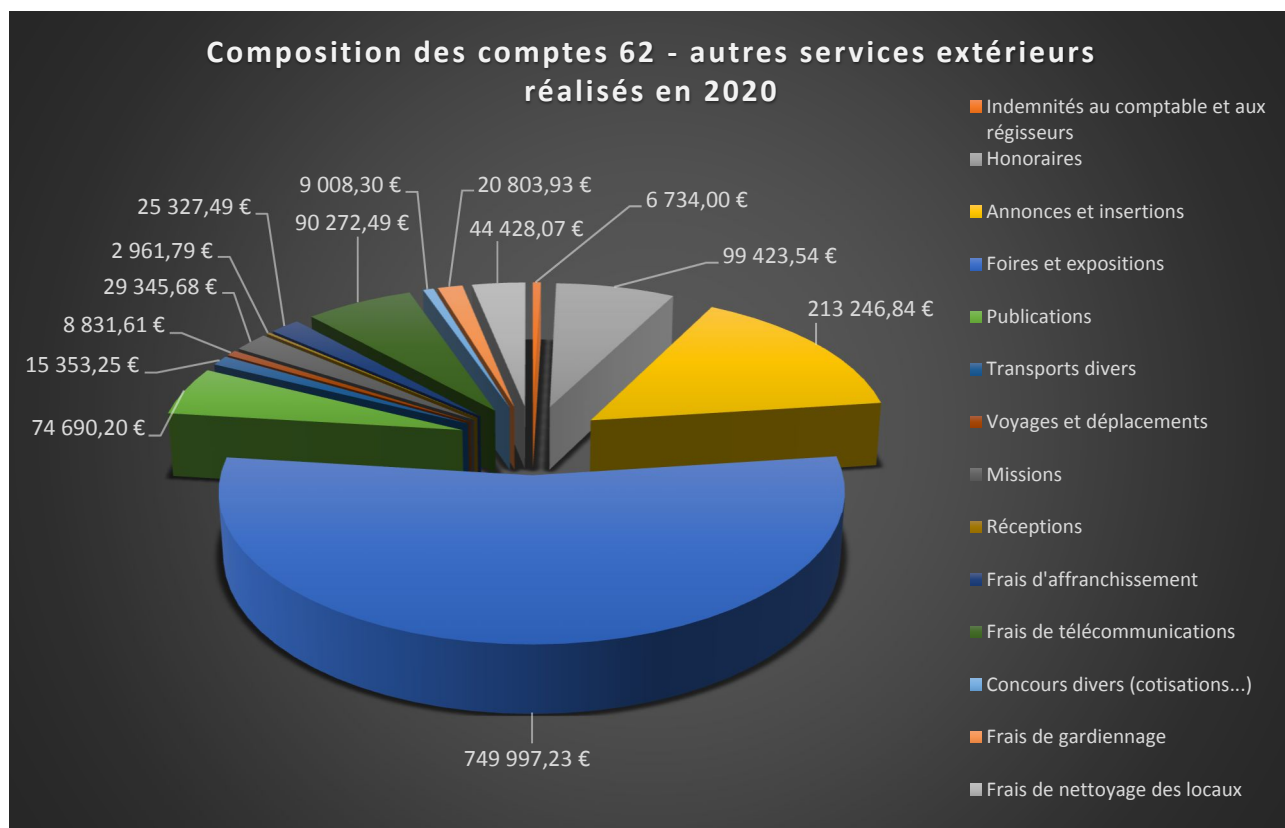
• **Comptes 62 - Autres services extérieurs : 1 390 424,42 €**

Les dépenses des comptes 62 - Autres services extérieurs atteignent 67,07 % des autorisations budgétaires et en y rattachant les restes à réaliser, ce taux atteint 69,08 % des crédits inscrits.

Les dépenses mandatées comprennent notamment les honoraires pour 99 423,54 €, les annonces et insertions pour 213 246,84 €, les frais de foires et expositions pour 749 997,23 €, les frais de publications pour 74 690,20 € et les frais de télécommunications pour à 90 272,49 €.

L'ensemble de ces dépenses représente 88,29 % du total du poste « Autres services extérieurs ».

Ci-dessous la structure détaillée des comptes 62 - Autres services extérieurs en termes de réalisations.



Ce poste, en termes de réalisations, augmente globalement de 4,69 %, soit 62 333,53 € en valeur par rapport à l'exercice 2019. Ceci s'explique par une hausse des dépenses relatives aux annonces et insertions (+ 111 113,75 €), aux publications (+ 58 969,34 €), aux frais de télécommunications (+ 23 292,73 €) et aux autres dépenses (+ 30 500,01 €). Cette augmentation a été compensée par une baisse associée aux frais de foires et expositions (- 78 392,77 €) ainsi qu'aux frais afférents aux voyages, déplacements, missions et réceptions (- 83 149,53 €) du fait de l'impact lié à la crise sanitaire du Covid-19.

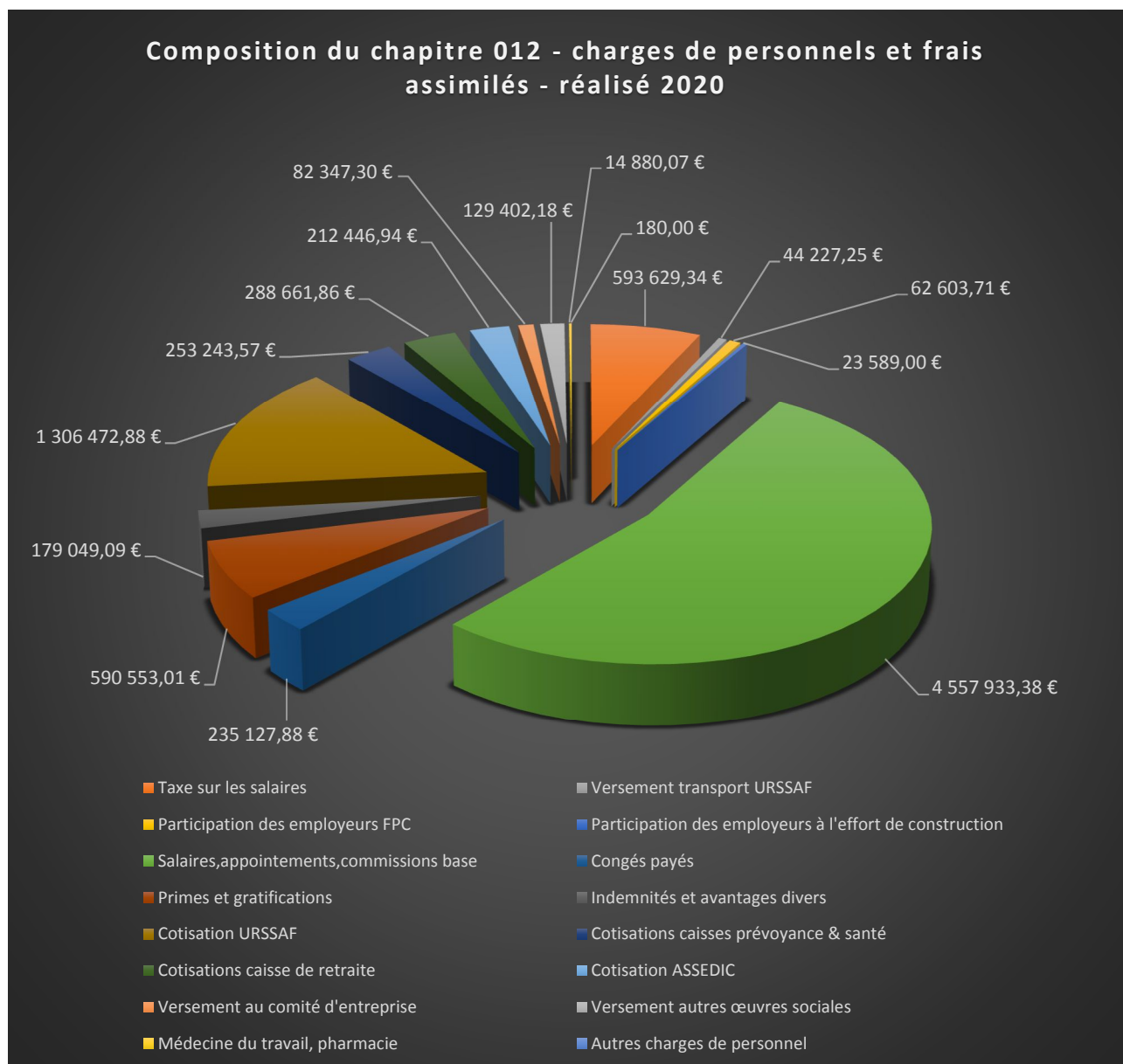
• **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 635) : 10 476,00 €**

Ce poste concerne les taxes relatives à la détention de foncier, de véhicules de société et divers droits d'enregistrement. Ces dépenses sont réalisées à hauteur de 86,58 % du budget, et s'accroît de 4 655,00 €, soit 79,97 %, par rapport à 2019.

❖ **Chapitre 012 - Les charges de personnel et frais assimilés : 8 574 347,46 €**

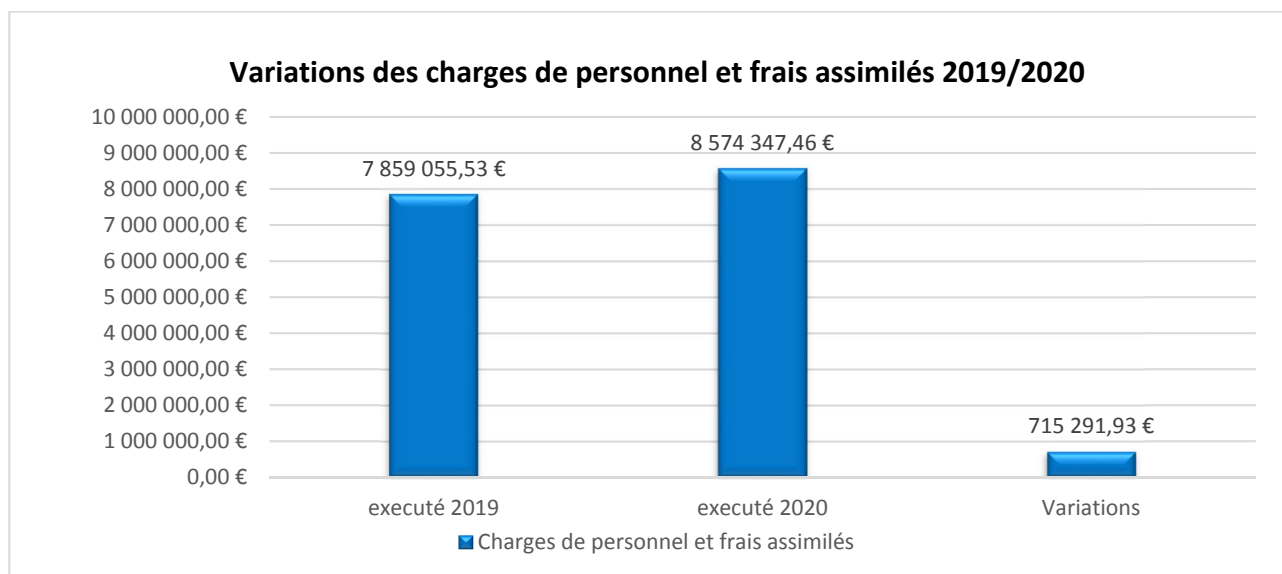
Les dépenses de ce chapitre se fixent à 8 574 347,46 €. Elles ont été réalisées à 97,01 % des prévisions budgétaires.

Elles se déclinent comme suit :



Les charges de personnel et frais assimilés représentent 24,22 % du total des dépenses de la section d'exploitation au titre du Budget Principal. En y intégrant les dépenses de la section d'exploitation relevant du Budget Annexe, elles représentent 15,89 % du total des dépenses de la section tous budgets confondus.

Ces charges ont globalement augmenté de 9,10 %, soit de 715 291,93 € en valeur par rapport à l'exercice 2019. Cette variation s'explique pour 49 % par des congés payés (droits à congés payés plus importants liés notamment aux confinements suscités par la crise sanitaire liée au Covid-19 et au travail en distanciel), pour 22,6 % par des CDD de remplacement et de surcroît d'activité (+ 4 ETP par rapport à 2019), pour 14,3 % par des recrutements en CDI (+ 2 ETP par rapport à 2019), pour 8,9 % par un départ à la retraite en 2020 (impact de l'indemnité), pour 4,5 % par l'apport d'apprentis et d'un contrat Cifre (+ 1,4 ETP par rapport à 2019), et pour 0,7 % à titre divers.



- **Comptes 63 - Impôts et taxes (comptes 631 et 633) : 724 049,30 €**

Ce poste est constitué des impôts et taxes assis sur les salaires à savoir les contributions relatives à la taxe sur les salaires, à la formation professionnelle continue, à l'effort à la construction, et au transport - Urssaf.

Les dépenses de ce poste sont réalisées à hauteur de 94,31 % du budget et elles ont augmenté de 7,63 % soit 51 322,78 € en valeur en comparaison des dépenses réalisées en 2019.

- **Comptes 64 - Charges de personnel : 7 850 298,16 €**

Les charges de personnel regroupent :

➤ **Les rémunérations brutes**

Elles se fixent à 5 562 663,36 € et représentent dans l'exercice 97,58 % du budget, soit une sous-réalisation de 138 K€ au regard des prévisions budgétaires. Cette sous-exécution s'explique par les éléments suivants :

- Une sous-réalisation de 74 K€ liée aux effectifs du personnel en emploi permanent, dont :
 - ✓ 139 K€ relatifs aux 6 postes non encore pourvus sur les 7 postes budgétés.
 - ✓ 134 K€ imputables aux 2 départs dont seulement un a été remplacé par un agent avec un échelon inférieur, ainsi qu'à une mise en disponibilité non prévue au budget.
 - ✓ Une sur-réalisation de charges à payer sur congés payés (- 188 K€) et autres (- 11 K€).
- Une sous-réalisation de 50 K€ se rapportant aux effectifs du personnel en emploi non permanent dont :
 - ✓ 39 K€ de charges à payer pour indemnités de précarité et de congés payés budgétées et non réalisées en 2020.

- ✓ 11 K€ de rémunérations liées aux embauches, alors même qu'en terme d'ETP, la réalisation se fixe à 11,9 sur 11,1 budgétés. Cela s'explique du fait du recours à davantage de personnel ayant des échelons inférieurs ainsi qu'à moins de personnel ayant des échelons supérieurs que ceux budgétés, ce qui occasionne un niveau de dépenses inférieur à celui budgété.
- Une sous-exécution de 8 K€ concernant les apprentis, dont 5 K€ de rémunérations liées au décalage entre la date d'entrée prévisionnelle et réelle du nouvel entrant (environ 0,3 ETP) et 3 K€ de charges à payer pour indemnités de précarité et de congés payés budgétés et non réalisés en 2020.
- Une sous-exécution de 6 K€ afférents au contrat Cifre liés aux charges à payer pour indemnités de précarité et de congés payés budgétés et non réalisés dans l'exercice.

➤ **Les charges sociales et fiscales patronales associées**

Elles s'établissent à 2 287 634,80 € et ont été exécutées à hauteur de 96,50% du budget prévu en 2020. Cette sous-exécution budgétaire de 83 K€ est engendrée par celle des rémunérations brutes explicitée supra ainsi que par une hausse du volume des remboursements sur rémunérations par la sécurité sociale et les caisses de prévoyance entraînant mécaniquement une réduction de l'assiette des cotisations sociales par rapport aux prévisions.

❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante : 22 466 149,46 €**

Les charges de gestion courante se composent :

• **Des charges de gestion courante - hors interventions : 25 949,62 €**

Ce poste regroupe des redevances versées pour concessions, brevets, licences et procédés ainsi que des droits et valeurs similaires, des indemnités et frais de mission des élus, des pertes sur créances irrécouvrables et des charges diverses de gestion courante.

Les dépenses liées à ce poste se fixent à hauteur de 25 949,62 € et représentent 73,26 % du budget prévu. La sous-réalisation de 9,5 K€ est imputable aux redevances pour licence (- 7 K€), aux indemnités et frais de missions des élus (- 1,5 K€) et aux charges diverses (- 1 K€).

Par rapport à l'exercice 2019, les dépenses réalisées diminuent de 6 510,05 €.

• **Des charges de gestion courante - interventions : 22 440 199,84 €**

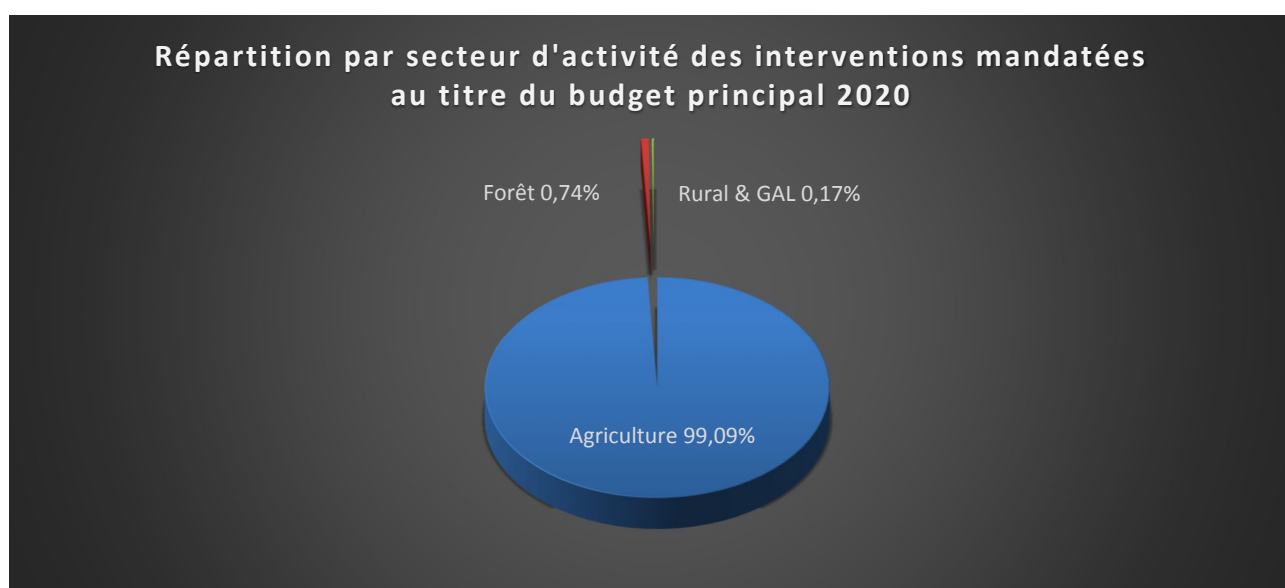
Ces dépenses sont principalement constituées des aides mandatées par l'office dans le cadre du Budget Principal à destination des exploitants agricoles, des organismes de développement et autres.

Les aides atteignent 89,79 % des prévisions budgétaires sur l'exercice. Par rapport à l'exercice précédent, elles diminuent de 2 421 041,24 € avec un impact significatif des mesures surfaciques (ICHN, MAEC, MAB, CAB) et celles relevant de la structuration et de la modernisation des exploitations, de l'installation des jeunes agriculteurs, des projets collectifs des filières et du dispositif de gestion de crise.

Cette diminution concernant les aides surfaciques s'explique notamment par les problèmes rencontrés dans l'application de la procédure dite « zone de couvert » par les DDTM qui a induit une modification des cultures déclarées et la non-conformité, partielle ou totale de certains engagements des bénéficiaires et donc l'impossibilité de payer ces dossiers.

Concernant les mesures non surfaciques, l'impossibilité de réceptionner physiquement les travaux pendant plus de 2 mois compte tenu du confinement lié à la COVID 19 a engendré des retards dans les paiements des soldes de certains dossiers. Afin toutefois de ne pas pénaliser les bénéficiaires, ces soldes ont été plafonnés à 80% et transformés en acomptes qui ne nécessitent pas une visite terrain, ce qui a permis aux bénéficiaires de récupérer de la trésorerie mais a engendré un niveau de paiement inférieur à celui prévu. De même, les filières ont eu des taux de réalisation moindre compte tenu des contraintes liées à la COVID-19.

Les aides au titre du Budget Principal - section d'exploitation qui s'élèvent à 22 440 199,84 € et mettant en œuvre les crédits en provenance de l'Etat et de la Collectivité de Corse sont détaillées infra :



➤ **Volet « Agriculture » : 22 236 993,81€**

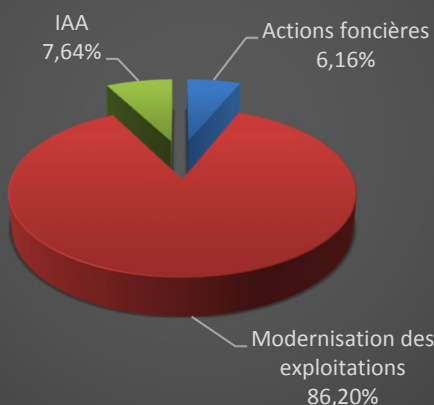
• **Recherche et transfert de technologie : 2 592 373,82 €**

✓ Projets collectifs de filières (PDA 1) : 2 592 373,82 €

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 8 657 611,26 €**

✓ Actions foncières : 533 857,93 €
✓ Industries Agro-Alimentaires (IAA) : 661 192,91 €
✓ Modernisation des exploitations : 7 462 560,42 €

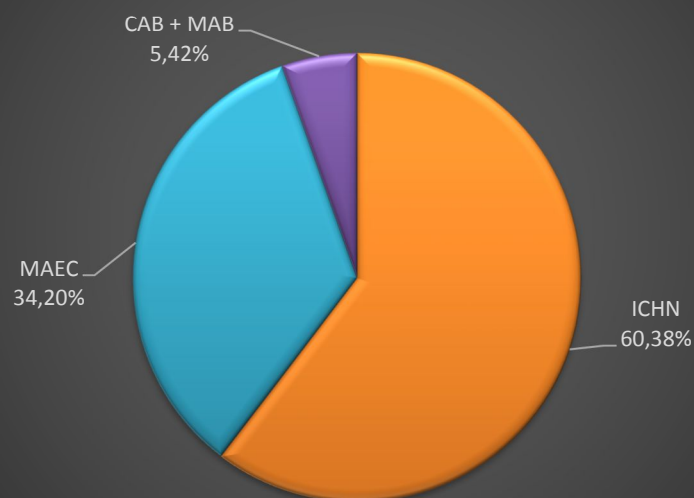
Poids des mesures au titre de l'adaptation de l'appareil de production-transformation - Exercice 2020



- **Aides de masse : 5 856 945,38 €**

- ✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels (ICHN) : 3 536 198,45 €
- ✓ Mesures agro environnementales et climatiques (MAEC) : 2 003 140,67 €
- ✓ Conversion et Maintien Agriculture Biologique : 317 606,26 €
(CAB + MAB)

Composition des aides surface - Exercice 2020



- **Maîtrise de la qualité : 1 005 011,14 €**

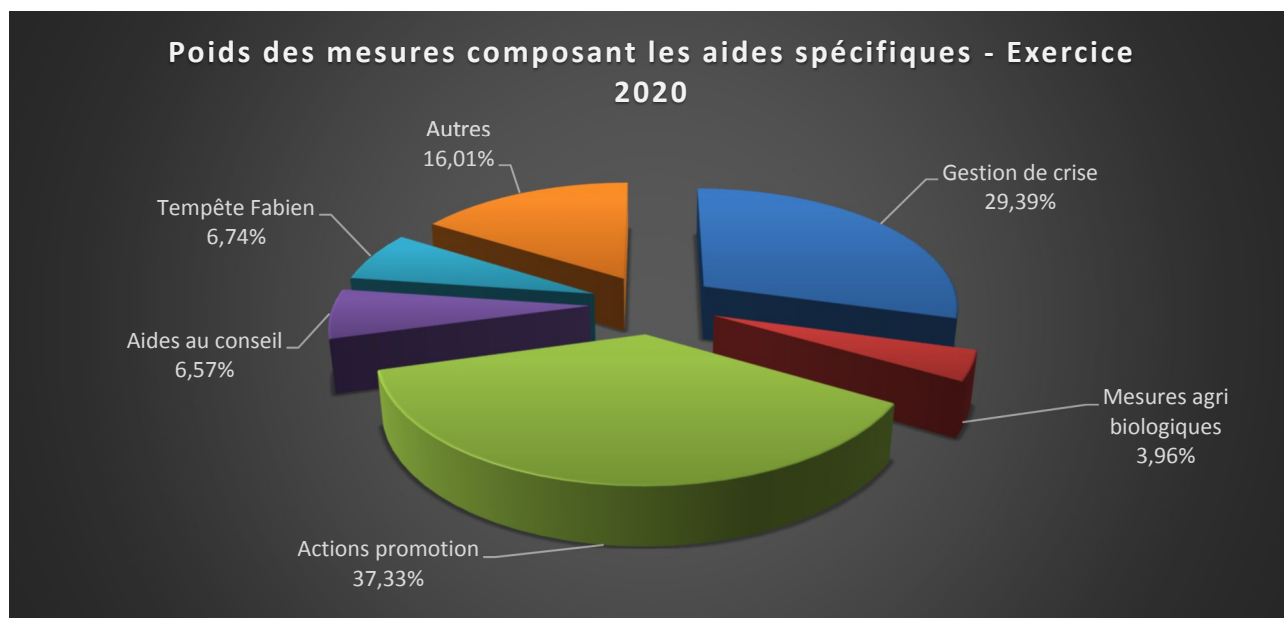
- ✓ Produits sous signes de qualité officiels (PDA2) : 1 005 011,14 €

- **Installation - formation : 1 774 887,81 €**

- ✓ Installation et formation des agriculteurs : 1 774 887,81 €

• **Aides spécifiques : 2 350 164,40 €**

✓ Dispositif de gestion de crise :	690 617,73 €
✓ Mesures agri biologiques :	93 098,27 €
✓ Actions de promotion :	877 277,58 €
✓ Aides au conseil :	154 495,25 €
✓ Tempête Fabien :	158 342,64 €
✓ Autres :	376 332,93 €



➤ **Volet « Rural » : 6 202,48 €**

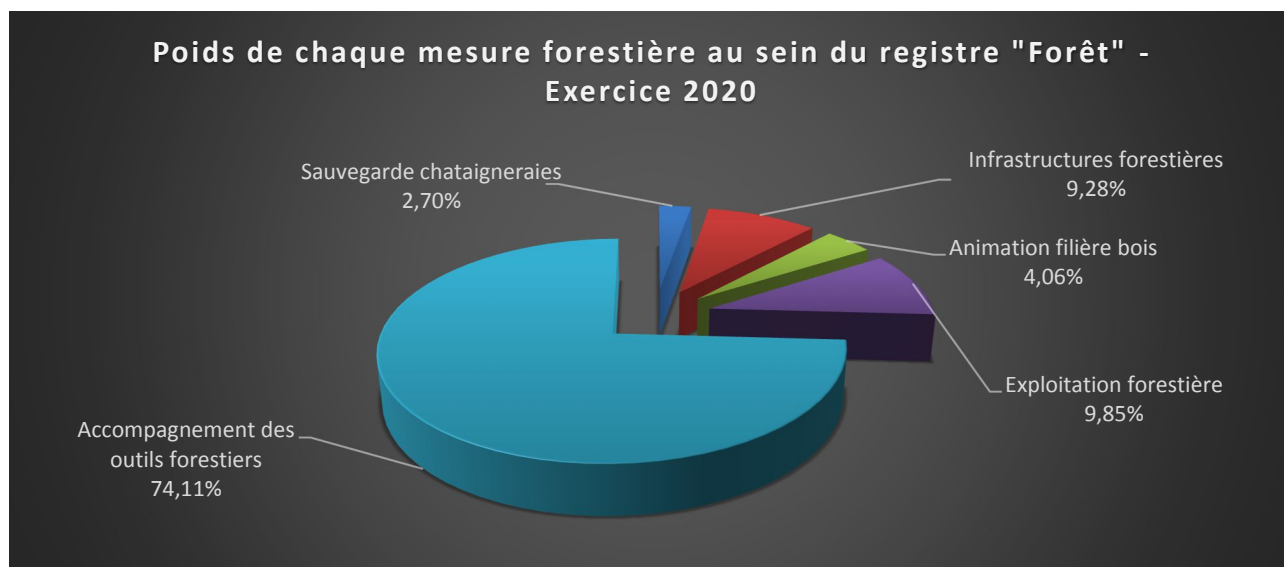
• **Aides en faveur du rural : 6 202,48 €**

✓ Aides à la création d'entreprises en milieu rural :	6 202,48 €
---	------------

➤ **Volet « Forêt » : 165 487,98 €**

• **Infrastructures, Aménagements, Animation : 165 487,98 €**

✓ Aménagement forestiers - sauvegarde châtaigneraies :	4 470,00 €
✓ Infrastructures forestières :	15 351,60 €
✓ Animation filière Bois :	6 717,22 €
✓ Accompagnement des outils forestiers :	122 649,16 €
✓ Exploitation forestière :	16 300,00 €



➤ **Autres : 31 515,57 €**

- Groupements d'action locale (GAL) : 14 180,62 €
- Liaison entre actions de développement de l'économie rurale : 17 334,95 € (LEADER)

❖ **Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 764 542,16 €**

Ce chapitre concerne essentiellement dans le cadre de programmes d'aides, 418 453,34 € de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à émission d'ordres de reversement et 266 110,98 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit. A cela s'ajoutent la contribution statutaire de l'Office au fonctionnement du SMAC pour 50 000 €, des dépenses associées aux pénalités, litiges et contentieux pour 21 952,27 € et des autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 8 025,57 €.

Ce chapitre atteint 92,87 % des prévisions. Cette sous-réalisation budgétaire de 59 K€ s'explique par un niveau de réalisation moindre des restitutions à destination des financeurs nationaux suivant les ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides (- 44 K€), par des annulations d'ordres de versement (mesures DJA) (- 10 K€), et par diverses opérations (- 5 K€).

❖ **Chapitre 68 - Dotations aux provisions et dépréciations : 112,81 €**

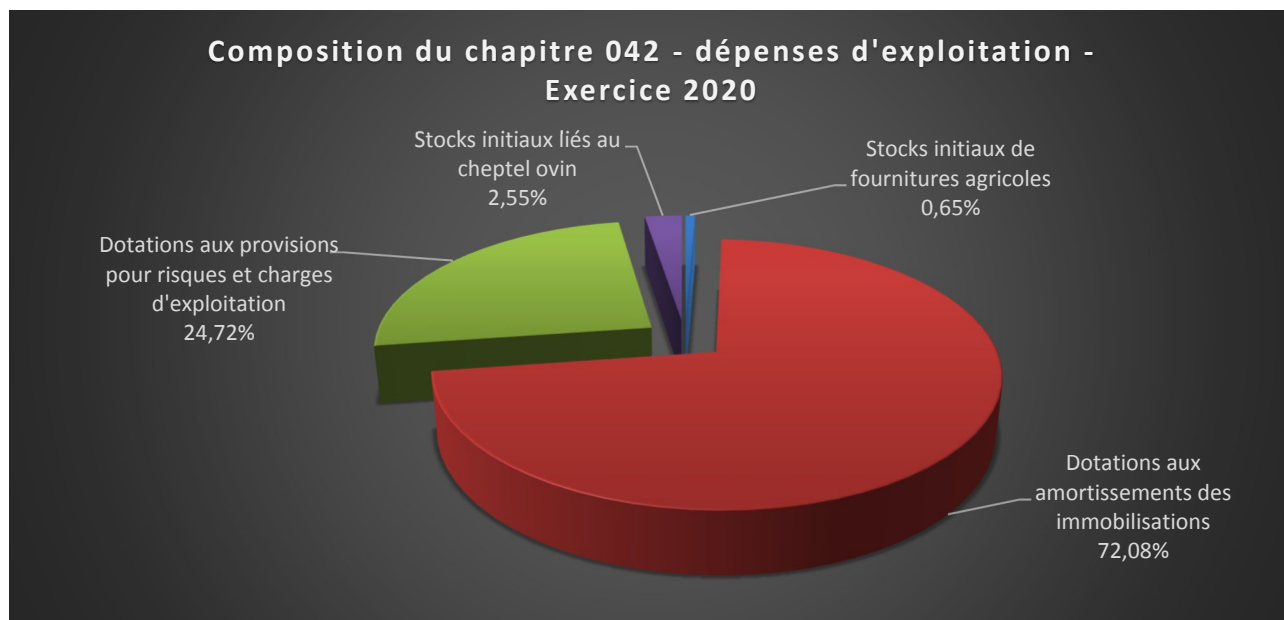
Ce chapitre affiche les dotations aux dépréciations des créances réalisées à hauteur de 112,81 €. Le taux d'exécution s'établit à 99,83% des prévisions budgétaires.

❖ **Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 852 863,69 €**

Réalisé à hauteur de 82,23% des prévisions budgétaires, ce poste diminue de 1 548 079,53 € par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par la constitution d'une dotation aux provisions pour le financement du Compte Epargne Temps établie en 2019.

Ce chapitre se compose :

- ✓ Des stocks initiaux de fournitures agricoles pour 5 620,40 €.
- ✓ Des dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation pour 210 788,00 €.
- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations pour 614 713,93 €.
- ✓ Des stocks initiaux liés au cheptel ovin détenu à la station d'Altiani pour 21 741,36 €.



❖ **Les restes à réaliser en dépenses : 669 266,08 €**

Les restes à réaliser en dépenses correspondant à des dépenses engagées non mandatées, et qui n'ont pas donné lieu à rattachement, s'établissent à 669 266,08 €.

Ils se déclinent comme suit :

Au titre du chapitre 011- Charges à caractère général :

- **Comptes 60 : 6 479,69 €**

Il s'agit des achats de fournitures d'entretien et de petits équipements (522 €), de carburants et fluides (375,98 €) ainsi que des autres achats de fournitures (5 581,71 €).

- **Comptes 61 : 620 890,86 €**

Ils se rapportent aux dépenses de locations mobilières (131 581,62 €), de sous-traitance générale (255 034,17 €), de maintenance (16 548,47 €), de primes d'assurances (209 926,60 €) et de frais divers liés aux opérations de stage et formation (7 800 €).

- **Comptes 62 : 41 704,35 €**

Ils concernent les dépenses d'honoraires (36 882,08 €), de frais d'actes et contentieux (11,96 €) et d'annonces et d'insertions (4 810,31 €).

Au titre du chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - hors interventions :

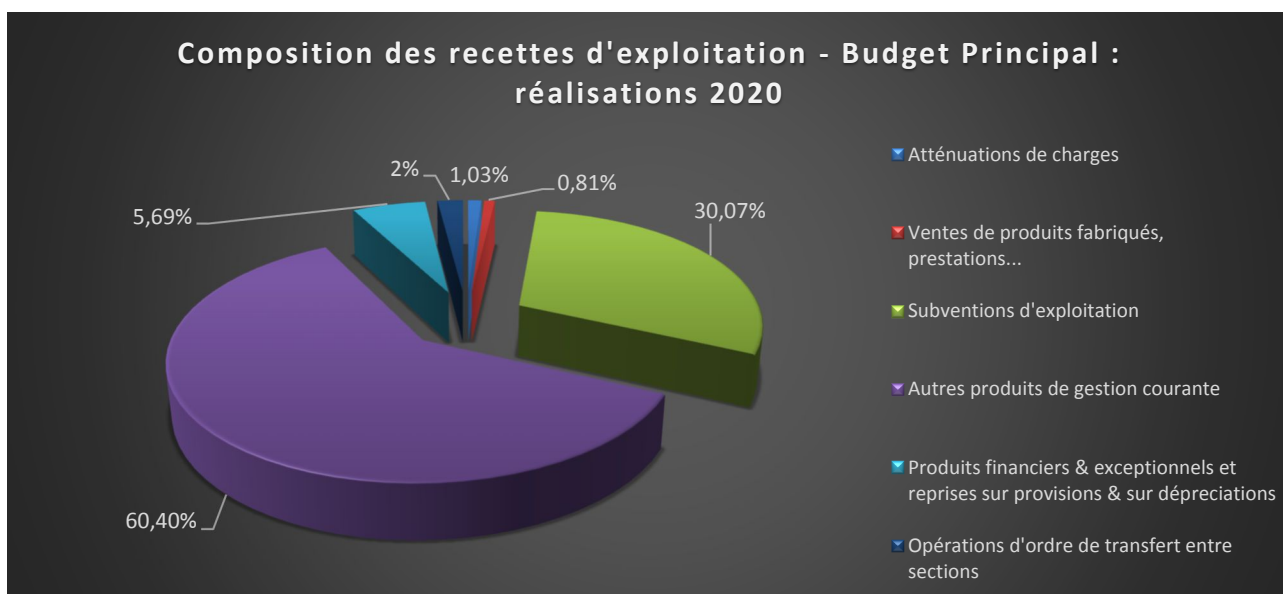
- **Comptes 65 : 191,18 €**

Ils concernent les dépenses de redevance pour licence (191,18 €).

I.2) Les recettes d'exploitation au titre du Budget Principal (Interventions et fonctionnement propre)

Le total des recettes s'élève à environ 37,15 M€ soit un taux de réalisation de 91,74 % des prévisions budgétaires.

Elles se composent des chapitres suivants :



❖ Chapitre 013 - Atténuations de charges : 382 805,41 €

Ce chapitre consiste en des remboursements de rémunérations suite aux absences de personnel (Maladie, maternité, accident de travail...) pour 355 342,57 €, du stock final d'agneaux et de cabris surgelés relatifs au dispositif mis en œuvre par l'Office pour soutenir la filière ovine-caprine lors de la première crise sanitaire liée au Covid-19 en mars 2020 pour 22 058,07 € et des remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance pour 5 404,77 €. On notera que ce poste est significativement impacté par les maladies de longue durée.

Par rapport à l'exercice 2019, les recettes réalisées augmentent de 69 181,10 €.

❖ Chapitre 70 - Les ventes de produits et prestations de services : 301 995,79 €

Ce chapitre consiste en des mises à disposition de personnel au profit du Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse et du Syndicat mixte du Grand Site de Conca d'Oru pour 237 068,17 €, des ventes d'ovins, de lait et de fourrage pour 44 244,82 €, des ventes de marchandises dans le cadre du dispositif de reventes d'agneaux et de cabris surgelés liées au soutien de la filière ovine caprine face aux conséquences économiques du Covid-19 pour 3 479,13 € et des locations diverses pour 17 203,67 €.

Il connaît une hausse de 125 918,82 € au regard de l'exercice 2019, principalement liée aux refacturations de mise à disposition de personnel.

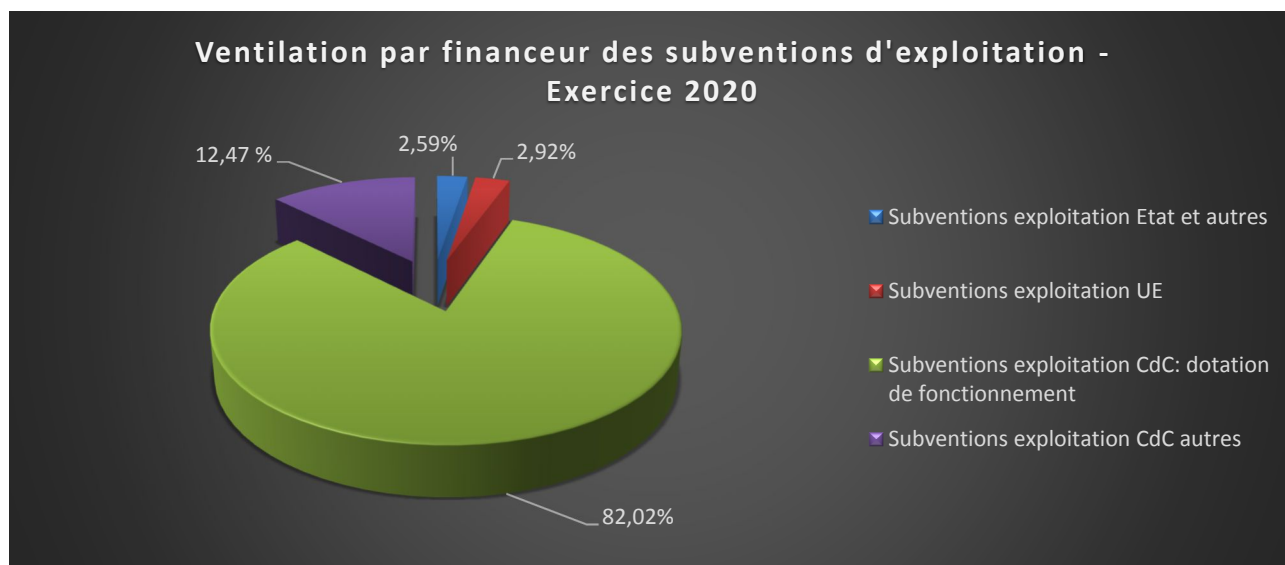
Les ventes de produits et prestations de services ont été réalisées à hauteur de 76,2 % des prévisions budgétaires. La sous-réalisation de 94 K€ par rapport aux prévisions budgétaires est imputable principalement à un niveau de réalisation moindre des ventes de produits animaux (-18 K€) et des reventes d'agneaux et de cabris surgelés (- 76 K€).

❖ **Chapitre 74 - Subventions d'exploitation : 11 171 871,89 €**

Réalisé à 95,72% des prévisions budgétaires, ce poste augmente de 242 240,22 € par rapport à l'exercice précédent.

Ce chapitre se compose :

- De la dotation de fonctionnement pour 9 163 000,00 € octroyée à l'Office par la Collectivité de Corse.
- Des dotations spécifiques pour 2 008 871,89 €, soit :
 - ✓ 289 104,95 € au titre de l'Etat et autres, à savoir :
 - 271 842,00 € de dotation liée aux missions transférées par l'Etat à l'Office de l'ex-Cnasea
 - 3 262,95 € d'aides PAC
 - 14 000,00 € de l'ANRT concernant le contrat CIFRE
 - ✓ 1 393 225,27 € au titre de la Collectivité de Corse dont :
 - 550 000,00 € relevant de la gestion du Salon International de l'Agriculture
 - 3 173,22 € afférents à l'animation de la Route des Sens Authentiques
 - 423 277,58 € relatifs aux actions de promotion de l'agriculture corse
 - 146 962,46 € inhérents au financement de la campagne de contrôle SIGC
 - 133 760,01 € afférents à l'accompagnement de la filière caprine
 - 96 052,00 € concernant la certification de bois corse et autres
 - 40 000,00 € correspondant à l'accompagnement technico économique AFP
 - ✓ 326 541,67 € en provenance de l'Union Européenne au titre de l'Assistance Technique FEADER pour les missions d'Organisme Payeur assurées par l'Office.



❖ **Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante dont interventions :
22 440 201,50 €**

En lien direct avec les opérations d'interventions déclinées au chapitre 65, ce poste exécuté à hauteur de 89,79 % concerne les droits à recettes émis envers la Collectivité de Corse, l'Etat et d'autres partenaires financiers nationaux. Ces recettes garantissent la couverture des opérations d'interventions relevant du budget principal, et dont les mises en paiement dans le cadre des différents programmes d'aides sont assurées par l'Office au bénéfice de tiers.

❖ **Chapitre 76 - Produits financiers : 21,87 €**

Ils atteignent 21,87 € pour 1 000 € de recettes prévues au budget. Il s'agit d'intérêts de retard calculés sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des bénéficiaires d'aides, exigibles dans le cadre des contributions nationales au programme FEADER, et destinés à être rétrocédés aux financeurs concernés.

❖ **Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 2 112 719,95 €**

Les produits exceptionnels se composent d'ordres de reversement en principal émis à l'égard de bénéficiaires de subvention pour 418 431,47 € et d'autres produits exceptionnels pour un montant de 1 694 288,48 € desquels 1 414 550,81 € relèvent d'une régularisation comptable. Cette régularisation comptable a été effectuée sur le compte de bilan « Divers - charges à payer » dont le solde est issu de schémas comptables antérieurs, gérés par les différents comptes publics qui se sont succédés, et fondés sur des comptes spécifiques relevant de l'instruction comptable et budgétaire M9.5 applicable à l'origine à l'Office, selon le principe des ressources affectées.

Par comparaison à l'exercice 2019, ce poste augmente de 1 327 010,01 € considérant la régularisation comptable explicitée supra. De plus, les recettes ont été réalisées à hauteur de 97,72 % des prévisions budgétaires. La sous-réalisation de 49 K€ s'explique par un niveau de réalisation moindre que prévu concernant l'émission d'ordres de reversement au titre des mesures HSI GC (notamment Modernisation) pour 43 K€ ainsi qu'une sous-exécution des autres produits exceptionnels pour 6 K€.

❖ **Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 740 259,81 €**

Ce chapitre s'accroît de 36 894,36 € par rapport à l'exercice précédent, et affiche un taux d'exécution budgétaire de 80,92 %. La sous-réalisation budgétaire de 175 K€ est imputable essentiellement à une exécution inférieure des quotes-parts de subvention d'investissement virées au résultat.

Il se compose :

- ✓ Des stocks finaux de fournitures agricoles à hauteur de 2 241,45 € relevant d'aliments pour le cheptel ovin situé à la station d'Altiani.
- ✓ Des stocks finaux liés au cheptel ovin valorisés à hauteur de 25 765,04 €.
- ✓ Des reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation s'élevant à 125 449,18 € dont 27 271,18 € suite aux règlements de deux litiges dans le secteur « ressources humaines », 61 178,00 € correspondant à la consommation en congés des jours épargnés au titre du compte épargne-temps, et 37 000,00 € afférents aux travaux de gros entretien devenus sans objet suite à la disparition de la charge en lien avec le projet de rénovation du siège social.
- ✓ De quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 586 804,14 €.

I.3) Les dépenses d'exploitation au titre du Budget Annexe FEADER

Essentiellement composées des aides versées aux tiers, le total des dépenses d'exploitation diminue de 943 826,48 € par rapport à 2019, et s'élève à 18,6 M€ soit un taux de réalisation de 91,06 % des prévisions budgétaires.

Concernant les interventions, elles se réduisent de 1,3 M€ en comparaison avec celles de l'exercice 2019. Cette variation s'explique par une diminution des mesures relatives à la modernisation des exploitations (- 0,8 K€), à la dotation aux jeunes agriculteurs (- 0,6 K€), aux services de base (- 0,4 K€). ainsi qu'à l'ICHN (- 0,2 K€). En revanche, les mesures agro-environnementales s'accroissent de 0,4 K€ ainsi que celles relatives à l'assistance technique qui ont progressé de 0,3 K€. La diminution des interventions non surfaciques s'explique principalement par la situation engendrée par la Covid 19 qui n'a pas permis des visites terrain pendant plus de 2 mois et a ainsi retardé le paiement des soldes nécessitant ce type de contrôle. En effet, des acomptes sur ces dossiers ont pu être payés sans difficultés, mais les soldes ont nécessité un report des visites et donc des paiements induits.

❖ **Chapitre 65 - Les autres charges de gestion courante - interventions : 18 105 721,30 €**

Ce chapitre se compose d'aides versées au titre des crédits UE-FEADER, celles-ci sont exécutées à hauteur de 91,11 % des prévisions budgétaires, et s'établissent à 18 105 721,30 €.

Il se décline comme suit :

➤ **Volet « Agriculture » : 3 799 809,40 €**

• **Adaptation de l'appareil de production - transformation : 3 234 095,22 €**

- | | |
|-------------------------------------|----------------|
| ✓ Modernisation des exploitations : | 2 933 840,58 € |
| ✓ Industries Agro-Alimentaires : | 300 254,64 € |

• **Installation - formation - échanges : 565 714,18 €**

- | | |
|----------------------------------|--------------|
| ✓ Dotation Jeunes Agriculteurs : | 485 100,00 € |
| ✓ Formation : | 24 448,21 € |
| ✓ Echanges : | 56 165,97 € |

➤ **Volet « Forêt » : 36 121,60 €**

- | | |
|-----------------------------------|-------------|
| ✓ Sauvegarde des châtaigneraies : | 4 470,00 € |
| ✓ Infrastructures forestières : | 15 351,60 € |
| ✓ Exploitations forestières : | 16 300,00 € |

➤ **Volet « Rural » : 36 738,26 €**

- | | |
|---------------------------------|-------------|
| ✓ Entreprises en milieu rural : | 36 738,26 € |
|---------------------------------|-------------|

➤ **Volet « Aides surface » : 13 563 001,32 €**

- | | |
|--|-----------------|
| ✓ Indemnité compensatoire aux handicaps naturels : | 10 608 557,62 € |
| ✓ Mesures agro environnementales et climatiques : | 2 001 627,33 € |
| ✓ Conversion et Maintien en Agriculture Biologique : | 952 816,37 € |

➤ **Volet « Autres » : 670 050,72 €**

- | | |
|---|--------------|
| ✓ Assistance technique : | 299 915,00 € |
| ✓ Groupes d'Action Locale (GAL) : | 113 444,94 € |
| ✓ Pollinisation : | 75 250,35 € |
| ✓ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale :
(LEADER) | 69 339,78 € |
| ✓ Actions Foncières : | 44 154,60 € |
| ✓ Race menacées : | 42 550,00 € |
| ✓ Aménagements agro-pastoraux : | 25 396,05 € |

❖ **Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 445 017,18 €**

Ce chapitre concerne d'une part des opérations de reversement à destination des bailleurs de fonds institutionnels en relation avec la Commission Européenne, suite aux demandes de remboursement réalisées auprès de bénéficiaires de subvention n'ayant pas respecté leurs obligations pour 199 253,74 €, et d'autre part des opérations d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement suite à erreur matérielle ou défaut de droit pour 245 763,44 €.

Il augmente de 385 585,67 € par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est due d'une part au report d'annulations d'ordres de reversement programmées en 2019 sur l'exercice 2020 pour 242 608,51 € et d'autre part au rattrapage d'émissions d'ordres de reversement au titre des mesures HSIHC programmées en 2019 suite à des retards d'ordre administratif pour 142 977,16 €.

Les dépenses sont réalisées à hauteur de 89,13 % des prévisions budgétaires.

I.4) Les recettes d'exploitation au titre du budget annexe FEADER

Le total de ces recettes d'exploitation s'élève à 18,6 M€ soit un taux de réalisation de 91,06 % des prévisions budgétaires, en lien immédiat avec le niveau de réalisation des dépenses décrit au point I.3.

❖ **Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante - Interventions : 18 105 721,30 €**

Ce chapitre concerne les recettes résultant des appels de fonds réalisés auprès de l'ASP-MCFA et qui permettent de couvrir le paiement des aides relevant du Budget Annexe - FEADER, réalisées au bénéfice de tiers au titre de l'exercice 2020 dans le cadre du PDRC 2014-2020.

Réalisé à 91,11 % des prévisions budgétaires, ce chapitre a diminué de 1,3 M€ entre 2019 et 2020 au regard des opérations d'interventions déclinées supra.

❖ **Chapitre 76 - Produits financiers : 72,53 €**

Sur un total prévu de 1 000 € les produits financiers ont atteint 72,53 €. Le principe consiste à calculer les intérêts de retard sur les ordres de reversement suivant leur recouvrement intégral auprès des pétitionnaires, prévus dans le cadre de la contribution européenne au programme FEADER, et destinés à être reverser à cette dernière via l'Etat membre.

❖ **Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 444 944,65 €**

Ce chapitre concerne d'une part des ordres de reversement émis envers les bénéficiaires d'aides qui n'ont pas respecté leurs obligations ou qui sont liés à des conditions contractuelles, et d'autre part des ordres d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement.

Ce poste augmente de 385 601,47 € par rapport à 2019. Cette hausse trouve son explication dans les arguments développés concernant les dépenses exceptionnelles exposées ci-dessus. Son taux de réalisation se fixe à 89,29 %.

II) Les opérations d'investissement

La section d'investissement présente pour l'exercice 2020 :

➤ Au titre du Budget Principal :

- Un montant total de titres émis de : 2 462 902,16 €
- Un montant total de mandats émis de : 2 682 531,43 €
- Soit un solde d'exécution de : - 219 629,27 €

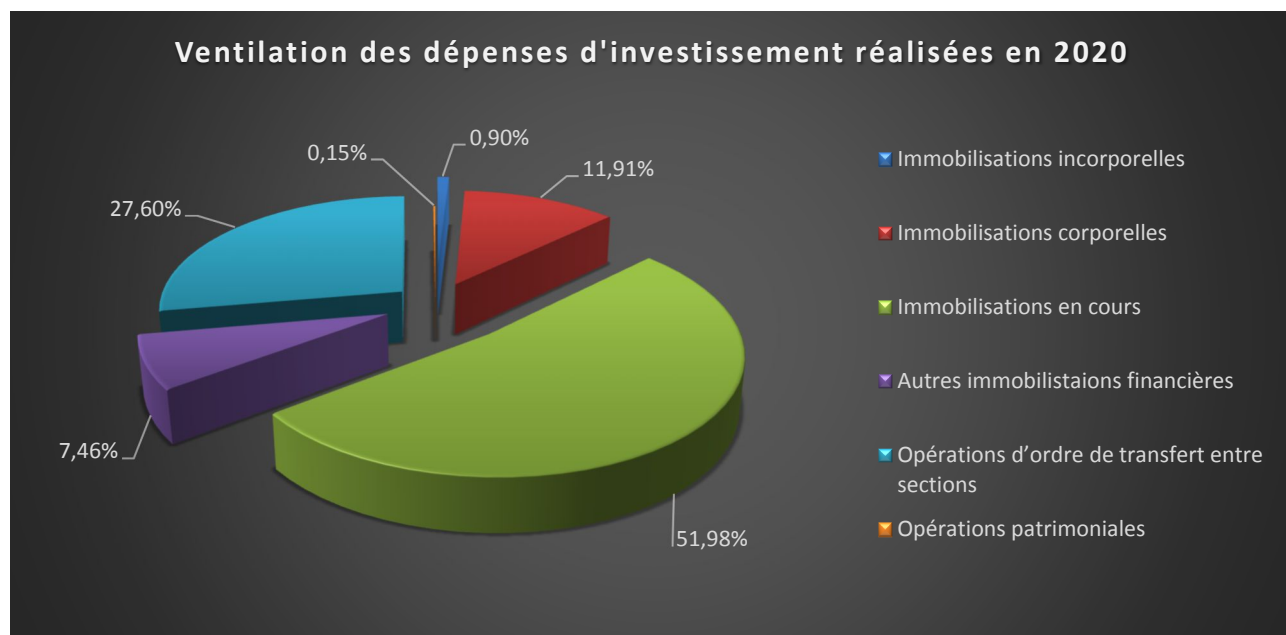
- Des restes à réaliser en dépenses pour : 2 127 148,00 €
- Des restes à réaliser en recettes pour : 1 901 619,74 €

➤ Au titre du Budget Annexe (FEADER) : aucune opération en dépenses et en recettes.

II.1) Les dépenses d'investissement au titre du Budget Principal

Le total mandaté des dépenses s'élève à 2,7 M€ soit un taux de réalisation de 38,86 % des prévisions budgétaires et en y intégrant les restes à réaliser celui-ci se fixe à 69,67 %. Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, plusieurs opérations d'investissements ont dû être reportées sur l'année 2021.

En augmentation de 40 491,84 € par rapport à l'exercice 2019, les dépenses d'investissement se ventilent comme suit :



❖ Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles : 24 213,19 €

On rappelle qu'elles concernent les immobilisations qui ne sont ni corporelles ni financières en particulier les achats de logiciels. En diminution de 56 363,10 € au regard de l'exercice 2019, elles enregistrent un taux d'exécution de 11,21 %. Ce taux est porté à 33,43 % en y intégrant les restes à réaliser.

La sous-réalisation budgétaire s'explique notamment par le report d'acquisition de solutions de sauvegarde, d'outils logiciels afférents à l'amélioration du MVA et de serveurs Windows.

❖ Chapitre 21 - Immobilisations corporelles : 319 439,22 €

Les dépenses réalisées augmentent de 188 007,62 € par rapport à 2019 et représentent 26,55 % des prévisions budgétaires, ce taux étant porté à 53,87 % avec les restes à réaliser. La sous-exécution budgétaire y compris les restes à réaliser de - 555 K€ est imputable essentiellement :

- ✓ Au retard pris dans la réalisation de travaux d'aménagements et d'acquisitions de terrains dans les stations expérimentales (- 168 K€).
- ✓ A la non réalisation d'aménagements afférents à la signalétique de la Route des Sens Authentiques (- 128 K€).
- ✓ A l'absence d'acquisition de matériels industriels spécifiques initialement prévus à la station d'Altiani (- 153 K€).
- ✓ A la non acquisition de matériels de bureau et d'informatique (- 30 K€).
- ✓ A la sous-réalisation d'acquisition de bureaux supplémentaires auprès de la SITEC (- 30 K€).
- ✓ A la non réalisation de travaux d'agencements et d'aménagements de constructions à la station d'Altiani (- 15 K€) ainsi qu'au siège social (- 31 K€).

❖ Chapitre 23 - Immobilisations en cours : 1 394 497,62 €

Ce chapitre s'accroît de 976 930,31 € par rapport à l'exercice 2019. Cette hausse est imputable essentiellement au projet de rénovation et d'agrandissement du siège social de l'Office. Les dépenses ont été exécutées à hauteur de 37,87 % des prévisions budgétaires, en y intégrant les restes à réaliser ce taux s'affiche à 85,41 %.

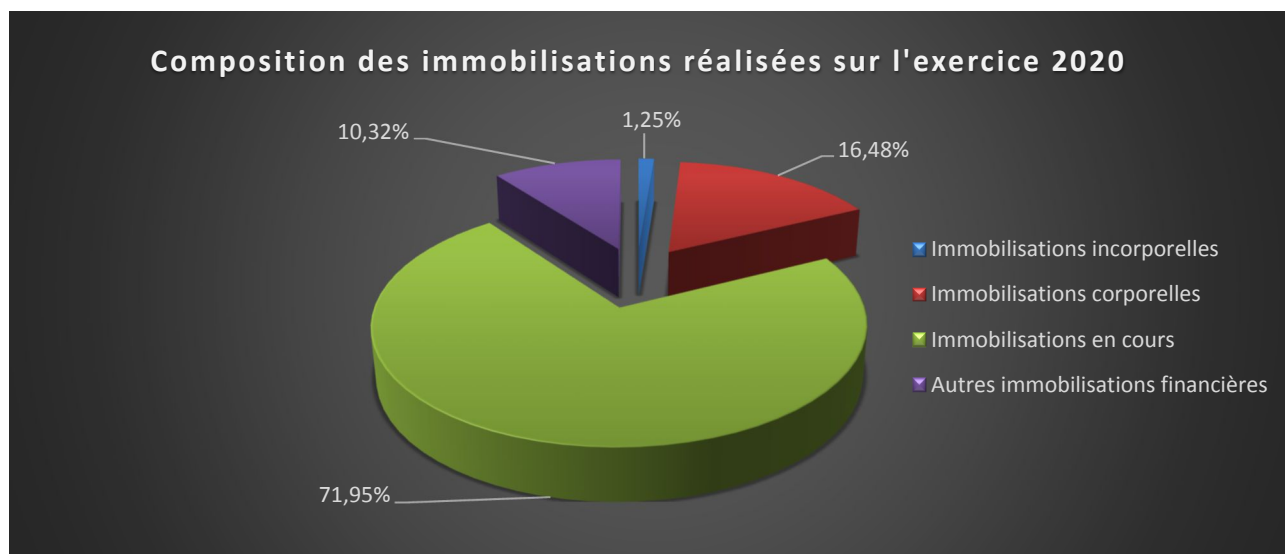
La sous-exécution budgétaire y compris les restes à réaliser de - 537 K€ est imputable essentiellement :

- ✓ A la non réalisation des travaux dans les stations expérimentales (- 325 K€) ainsi qu'au siège social (- 12 K€).
- ✓ A la non réalisation du projet d'adaptation de l'outil informatique à la nouvelle PAC (- 200 K€).

❖ Chapitre 27 - Autres immobilisations financières : 200 000,00 €

Ce chapitre a été réalisé à 23,53 % des prévisions budgétaires. Il s'agit :

- ✓ D'opérations de fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs permettant de contre-garantir des prêts bancaires et d'octroyer des prêts d'honneur. Le versement de ces fonds étant juridiquement soumis à un droit à retour concernant les opérateurs gestionnaires du fonds. Les 250 K€ de fonds budgétés n'ont pas été mobilisés dans l'exercice.
- ✓ De la gestion des fonds de financement pilotés par la CADEC qui ont été mobilisés à hauteur de 200 K€ sur les 600 K€ prévus, et donc avec une moindre importance au regard des besoins exprimés.



❖ Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 740 259,81 €

Ce poste a augmenté de 36 894,36 € par rapport à 2019. Les dépenses réalisées ont atteint 80,92 % des prévisions budgétaires. Il est constitué des stocks pour 28 006,49 €, des provisions pour litiges et contentieux pour 27 271,18 €, des provisions pour gros entretien pour 37 000 €, des provisions pour le financement du compte épargne temps à hauteur de 61 178 € et des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat pour 586 804,14 €.

❖ Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 4 121,59 €

Prévues à hauteur de 15 000 € et en diminution de 4 977,35 € par rapport à l'exercice précédent, ces opérations marginales concernent le retraitement des frais d'insertion relatifs aux dépenses réelles d'investissement.

❖ Les restes à réaliser en dépenses : 2 127 148,00 €

Les restes à réaliser en dépenses correspondant à des dépenses engagées non mandatées s'établissent à 2 127 148,00 €.

Ils se déclinent comme suit :

- **Chapitre 20 : 47 989,70 €**

Il s'agit des dépenses de concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires (47 989,70 €).

- **Chapitre 21 : 328 731,19 €**

Il se rapporte aux dépenses afférentes aux installations générales, agencements, aménagements des terrains (5 382 €), aux matériels industriels (96 176,29 €), aux matériels de transport (26 837,93 €), aux matériels de bureau et d'informatique (154 140,48 €) et aux mobiliers (46 194,49 €).

- **Chapitre 23 : 1 750 427,11 €**

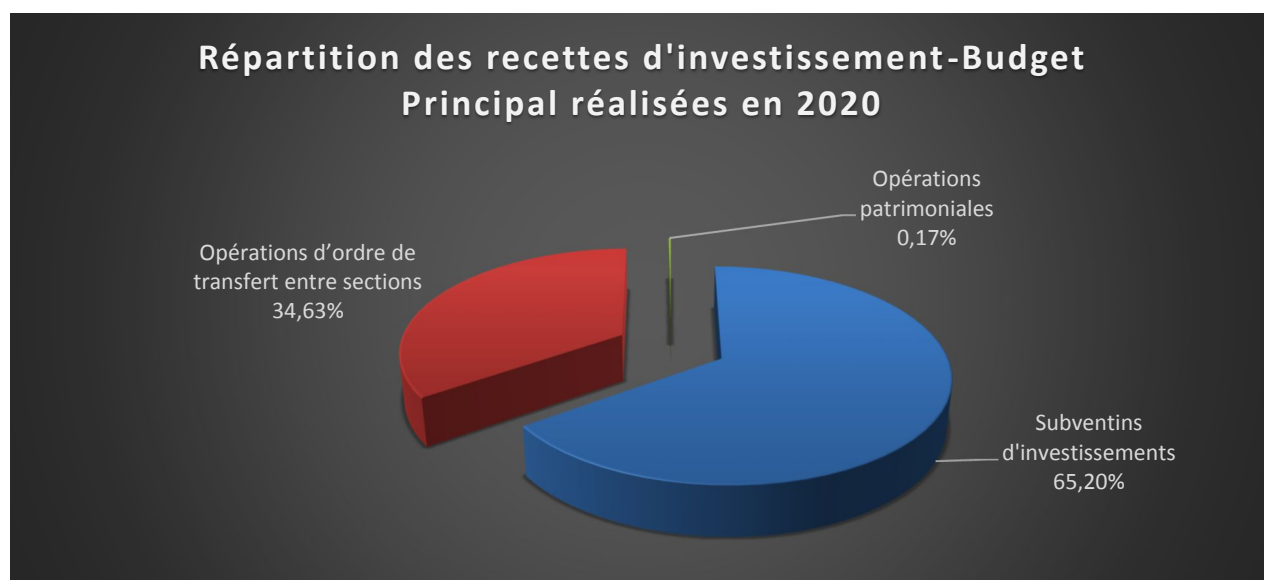
Il concerne des dépenses d'immobilisations corporelles en cours terrains sur la station expérimentale d'Altiani (324 764,18 €) et d'immobilisations corporelles en cours constructions sur les deux stations expérimentale (236 524,73 €) ainsi que sur le siège social (1 189 138,20 €).

II.2) Les recettes d'investissement au titre du Budget Principal

Le total des recettes d'investissement s'établit à 2,5 M€, soit un taux d'exécution de 41,09 %.

Ces recettes diminuent de 1 472 140,00 € au regard de l'exercice 2019. Cette diminution est due essentiellement à l'impact de la constitution en année 1 de la provision pour le financement du compte épargne temps en 2019.

Elles se répartissent comme suit :



❖ **Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 1 605 916,88 €**

Ce chapitre est en augmentation de 80 9136,88 € par rapport à 2019 au titre des contributions émanant de la Collectivité de Corse, permettant de financer les investissements en propre de l'Office.

Le taux de réalisation des subventions d'investissement est modeste, soit 32,50 % du budget, du fait de la non-exécution des dépenses d'investissement citées supra.

❖ **Chapitre 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections : 852 863,69 €**

Réalisées à hauteur de 82,23 % des prévisions budgétaires, ces opérations ont diminué de 1 548 079,53 € par rapport à 2019 notamment suite à la mise en place d'une provision pour Compte Epargne Temps en 2019 citée supra.

Ce chapitre concerne :

- ✓ Des dotations aux amortissements des immobilisations qui atteignent 614 713,93 €.
- ✓ Une provision pour le financement du compte épargne temps à hauteur de 210 788 €.
- ✓ Des stocks évalués à 27 361,76 €.

❖ **Chapitre 041 - Opérations patrimoniales : 4 121,59 €**

En parfait miroir des dépenses déclinées plus haut (chapitre 041 en dépenses d'investissement), ce chapitre concerne le retraitement des frais d'insertion relatifs aux opérations d'investissement.

❖ **Les restes à réaliser en recettes : 1 901 619,74 €**

Les restes à réaliser en recettes correspondant à des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre s'établissent à 1 901 619,74 € au titre du chapitre 13 - Subventions d'investissement.

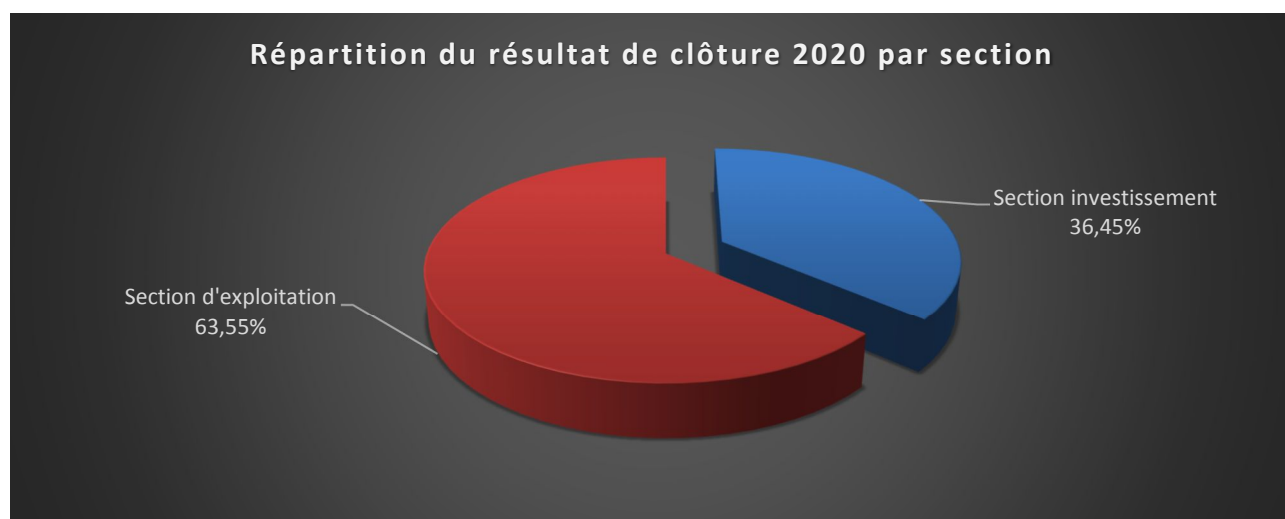
III) Les résultats d'exécution au titre du Budget Principal et du Budget Annexe

Sections	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement exercice 2020	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture au 31/12/2020
I - Budget Principal				
Exploitation	3 772 016,48 €		1 748 717,44 €	5 520 733,92 €
Investissement	3 385 562,95 €		- 219 629,27 €	3 165 933,68 €
Total (I)	7 157 579,43 €		1 529 088,17 €	8 686 667,60 €
II - Budget Annexe				
Exploitation	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (II)	0,00 €		0,00 €	0,00 €
Total (I + II)	7 157 579,43 €		1 529 088,17 €	8 686 667,60 €

Au titre du Budget Principal, le résultat de fonctionnement 2020 s'établit à 1 748 717,44 € et le résultat de clôture (résultats cumulés des exercices précédents + résultat de l'exercice) pour la section d'exploitation atteint 5 520 733,92 €.

Le solde d'exécution de la section d'investissement sur l'exercice 2020 se fixe à - 219 629,27 €, ce qui porte le résultat de clôture à 3 165 933,68 €.

Le résultat global de clôture qui s'élève à 8 686 667,60 € représente environ 59 jours de dépenses réelles de l'Office (Budget Principal + Budget Annexe) et se répartit en pourcentage par section comme suit :



Le Budget Annexe consacré exclusivement à la gestion des aides européennes liées au programme FEADER affiche des résultats neutres au regard de la fonction de redistribution de l'Office qui ne génère en principe ni bénéfice ni perte d'exploitation.